

Je suis certain que personne, parmi nous, n'est prêt à se livrer à de grandes réjouissances et à s'enorgueillir. Mais comme l'a signalé l'honorable député de Burnaby-Coquitlam (M. Regier), les journaux et les revues du pays ont déjà accepté le fait qu'une augmentation des impôts était nécessaire et que le ministre des Finances a mis au point un régime d'augmentations qui contribuera d'une part à stabiliser notre économie et à écarter les dangers d'inflation et qui, d'autre part, n'entravera ni le développement économique de la nation ni la reprise économique qui se produit actuellement.

Quelqu'un a parlé de promesses violées. Je suppose que jamais un budget n'a été présenté sans que des allusions de cette sorte soient faites au sujet de promesses violées. Nul doute, au cours de campagnes électorales, il y a toujours eu, il y a encore et il y aura probablement toujours, tant à la Chambre qu'à l'extérieur, des déclarations au sujet de la situation financière du pays, à propos de réduction d'impôts. Des déclarations de cette nature ont été faites pendant des campagnes électorales antérieures à celle de 1957.

Voyons ce qui s'est passé. Au début de 1957 et probablement avant cette date, une grave récession commençait à se faire sentir au Canada, plusieurs mois avant que nous arrivions au pouvoir. La semence de récession avait été jetée en terre, elle avait germé et était presque mûre avant que nous prenions la direction de l'administration nationale. C'est un fait, monsieur l'Orateur...

L'hon. M. Pickersgill: Ce vieux mythe.

L'hon. M. Nowlan: C'est un fait. Je fais bien de rappeler aux honorables vis-à-vis de temps en temps que les symptômes d'une récession leur étaient bien connus lorsqu'ils étaient au pouvoir, mais qu'ils les ont cachés à la Chambre et à la population. Si nous avions eu une juste appréciation des faits du domaine des finances qu'ils connaissaient et qu'ils nous ont délibérément cachés, certaines déclarations de la campagne électorale n'auraient peut-être pas été faites avec tant de vigueur. Voilà la seule différence pour ce qui est de cette situation.

Qu'est-il arrivé ensuite? Nous sommes dans une bonne mesure sortis de la crise. Il y a un instant, mon ami, l'honorable député de Burnaby-Coquitlam parlait des ventes au détail. Je me demande si un député pourrait nommer un marchand détaillant de quelque circonscription que ce soit qui, sachant ce que rapporte le commerce en temps normal, ne serait pas en mesure de dire, abstraction faite de circonstances insolites et exceptionnelles, une grève, par exemple, ou quelque chose du genre, qu'il a fait plus d'affaires à Noël dernier que jamais auparavant?

[L'hon. M. Nowlan.]

La province de la Nouvelle-Écosse qui ne compte pas parmi nos provinces les plus riches a reçu une aide considérable du gouvernement. Je puis affirmer aux honorables députés que, sauf peut-être en ce qui concerne une ou deux régions industrielles où les conflits ouvriers ont causé beaucoup de chômage, il n'est pas un seul marchand dans cette province dont les ventes n'aient pas été meilleures au temps de Noël que jamais auparavant dans la période correspondante. Je suis certain qu'il en est de même à travers tout le pays. Ces faits n'ont rien à voir avec les chiffres publiés par le Bureau fédéral de la statistiques. Ce sont des faits connus de chacun, que le pays admet et pour lesquels le peuple est reconnaissant au gouvernement actuel. (*Exclamations*)

Ne vous exclamez pas. Je ne cherche pas à en donner tout le mérite au gouvernement. C'est un des éléments qui ont amené cette situation. La direction, les ouvriers et le gouvernement, en unissant leurs efforts, ont fait énormément pour le pays au cours des 18 ou 20 derniers mois; nous continuerons à faire davantage à l'avenir de sorte que, avant la fin de l'année, nous connaîtrons la prospérité la plus grande que nous ayons jamais connue. (*Exclamation*) J'entends encore les rires de mépris venant de l'autre côté. Je pourrais citer des paroles bien connues, mais je m'en abstiendrai, car ce serait m'en prendre à quelqu'un en particulier et je ne veux pas faire cela.

Je crois que le budget qui sera présenté l'an prochain justifiera ma prédiction.

Il existe un danger psychologique d'inflation et c'est un des problèmes qui se sont posés au ministre des Finances. Je ne parle pas d'un danger immédiat d'inflation du genre de celui dont ont parlé certains hommes politiques, des banquiers et quelques autres personnes. Il existait cependant au Canada un véritable danger psychologique d'inflation. Si l'on n'avait pas pris des mesures en vue de conjurer cette menace, grâce encore à la collaboration de l'administration, de la main-d'œuvre et de l'État, qui ont participé au redressement économique, il y aurait peut-être eu un véritable danger d'inflation qui aurait pu avoir des conséquences nuisibles pour les marchés monétaires. Les avertissements concernant l'inflation qu'ont lancés de prétendus spécialistes de la finance avaient certes quelque poids.

Le ministre a tenu compte de cela dans son budget, et, en augmentant les impôts de façon sensible, mais non exceptionnelle, en réduisant de beaucoup le déficit budgétaire pour l'année prochaine, il a fourni à la population canadienne l'assurance implicitement donnée par le gouvernement, que nous ne